

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



jeudi 14 novembre 2013

Que faire pour stopper la Contre-Révolution française en marche ?

Georges GASTAUD

« Quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant, quand ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant, alors s'ouvre une période de révolution ». Cette remarque politique de Lénine semble correspondre à merveille à l'implosive situation française actuelle ; celle-ci est en effet marquée à la fois par l'impuissance de Hollande à faire passer « en bas » l'austérité dictée par l'U.E., et par le refus têtu d'une part croissante de la population de subir des reculs sociaux sans fin et d'incessantes ponctions fiscales sans lisibilité.

Malheureusement, pour qu'il y ait révolution, il faut qu'existe un mouvement révolutionnaire doté d'une perspective politique et porté par des forces politiques révolutionnaires qui font aujourd'hui totalement défaut aux travailleurs de France. Sans parler du PS, qui suit tête baissée le chemin qui a mené Papandréou et Zapata-Ayrault au suicide politique, la gauche de la gauche et les états-majors syndicaux sont enlisés dans un mensonge intenable : celui de la « réorientation progressiste de l'euro » et de l'impossible refondation démocratique de cette « construction » européenne qui, depuis le plan CECA et le traité de Maastricht, n'a apporté aux peuples que contre-réformes sociales, casse des souverainetés et allégeance à l'Axe Washington-Berlin.

Dans ces conditions, une tenaille politique mortelle se referme sur notre peuple : la première mâchoire de l'étau est actionnée par le Parti Maastrichtien Unique (PS, UMP, Centre, Europe-écologie) à genoux devant Angela Merkel et ses insatiables adulateurs du MEDEF.

Ceux-ci revendiquent toujours plus de coupes dans les salaires, les dépenses publiques et la protection sociale, toujours plus de libre-échange débridé (cf la négociation dans le dos des peuples sur le « Grand marché transatlantique »), toujours plus d'euro-fédéralisme impérial alors même qu'en mai 2005 notre pays a rejeté la constitution supranationale de l'U.E.

La seconde mâchoire du broyeur est formée par l'UMP en gestation : on entend par là la jonction qui s'opère à marche forcée sur fond de xénophobie, d'obsession sécuritaire et de haine contre les syndicalistes « rouges » et « violents », entre le « rassemblement bleu marine » et les ténors de l'UMP.

En effet, MM. Copé et Fillon rivalisent désormais de déclarations banalisant le FN, voire surenchérissant sur lui.

Cimentant ce dispositif mortifère, on a d'une part le social-réactionnaire M. Valls et, de plus en plus, la montée multiforme d'un régional-identitarisme mortellement hostile à la République indivisible issue de 1789 : un régionalisme qui, derrière ses rassurantes références au terroir et aux langues régionales [1], fait les affaires du MEDEF (lequel réclame officiellement la « suppression des communes et des départements » [2]) de l'U.E.... et de F. Hollande, tous occupés à « métropoliser » les communes de France, à instituer des « régions transfrontalières » détruisant l'idée même de territoire national, à transférer aux dites euro-régions la « compétence économique » en démontant brique après brique l'héritage jacobin ainsi que la construction multiséculaire du territoire national. La fronde des « bonnets rouges » bretons combine, sur fond de mécontentement social légitime des salariés et des PME bretonnes, tous ces éléments explosifs.

Loin de critiquer la funeste construction européenne et de contester l'oligarchie capitaliste fautrice d'austérité et de plans de licenciements, les forces de droite, d'extrême droite, euro-régionalistes, patronales, dévoient sur des bases antirépublicaines (« à bas Paris ! ») la juste colère des PME et des salariés ultra-précarisés.

Ce mouvement réactionnaire travesti en jacquerie attaque avec violence les « charges sociales »

(c'est-à-dire le salaire différé et mutualisé des salariés sans lequel il n'y aurait ni Sécurité sociale, ni retraites par répartition, ni allocations familiales, ni indemnités chômage), « *les impôts* » (sans lesquels il n'y aurait plus de services publics ni même de République !) et l'idée même d'une nation française puisqu'on voit fleurir désormais la revendication de « *décider en Bretagne* » (en Corse, en Catalogne, en Alsace, etc.) : comme si, isolée du reste de la France, la Bretagne avait la moindre chance de peser plus fort face au Raminagrobis euro-merkélien qui vient tout juste de supprimer les subventions agricoles à l'exportation !

Si aucune force progressiste et républicaine conséquente n'émerge dans cette conjoncture explosive, les Français n'auront bientôt plus, en guise de « *démocratie* », qu'à « *choisir* » le genre de mort auquel serait rapidement voué notre pays. Sera-ce l'agonie lente, mais insupportablement humiliante, de la *décomposition nationale* arasant les conquêtes sociales du CNR et le legs démocratique de la Révolution française (souveraineté nationale et populaire, laïcité s'ouvrant sur les Lumières, communes...), marginalisant la langue française au profit du tout-anglais impérial et faisant au final ressembler notre pays au « couteau sans lame dont on a jeté la manche » que raillait jadis Lichtenberg ?

Sera-ce la mort brutale et spasmodique qu'imposerait une ultra-droite revancharde usurpant le bonnet rouge et le drapeau tricolore pour liquider les acquis populaires, mettre au pas la classe ouvrière et ses syndicats en mettant notre pays au bord de sanglants affrontements ethnico-communautaires manipulés par le nouveau pouvoir ?

Dans les deux cas, ce qu'il faut craindre, c'est bien la mort – voire, le déshonneur ! – de la France. Et cela serait une terrible et nouvelle défaite historique, non seulement pour les habitants de l'Hexagone, mais pour les progressistes du monde entier.

Car après avoir obtenu le démontage contre-révolutionnaire de l'URSS et du camp socialiste européen dans les années quatre-vingt-dix, l'oligarchie capitaliste mondiale porterait un nouveau coup formidable au camp progressiste si elle parvenait aussi à démanteler – pire : à discréditer à jamais – le pays qui a porté les grandes révolutions populaires des 18, 19 et 20èmes siècle sous l'égide des Soldats de l'An II et de la Commune de Paris.

La question est alors de savoir s'il est encore possible de briser cet étau mortifère, d'ouvrir une perspective politique inédite et de faire en sorte que les forces progressistes reprennent à temps l'offensive, qu'elles assument jusqu'au bout la colère du peuple sans ménager l'indéfectible Hollande et sans s'allier à lui dans les grandes villes ; qu'elles s'engagent en un mot résolument sur la voie d'une nouvelle révolution française, prenant appui sur les conquêtes de 1789-94 et sur les principes fédérateurs du *Conseil National de la Résistance* pour affronter l'UE du capital et rouvrir à notre pays la voie du socialisme.

« **Quatre sorties pour une alternative** » : conditions politiques pour une nouvelle Révolution française

Sur le plan national, il faut en finir avec l'arrimage des forces de gauche, y compris des confédérations syndicales euro-formatées et d'une partie du Front de gauche, au suicidaire Hollande et à sa politique de désintégration européenne de la République française.

Tant que l'« *extrême gauche* » petite-bourgeoise continuera, des euro-trotskistes aux dirigeants eurocommunistes du PCF en passant par M. Mélenchon, à nier l'évidence en déclarant que « *l'Europe est à nous* » (sic), que « *l'euro est notre monnaie* » (sic), tant qu'elle niera la nature incurablement impérialiste, ultra-patronale, anticommuniste, antinationale, voire fascisante [3] de la « construction » européenne, tant qu'elle cautionnera le libre-échange néolibéral en le confondant avec l'internationalisme... prolétarien, tant que les contrefacteurs du communisme pourront sereinement renier l'emblème ouvrier et paysan (le marteau et la faucille) de leur parti en reniant le combat radical de J. Duclos et de G. Marchais contre l'U.E. supranationale, le front « *national* » - qui usurpe le drapeau tricolore – de même que les courants « identitaires » qui se disputent l'influence sur les « couches moyennes », auront un immense boulevard devant eux.

L'heure est venue, comme nous le revendiquons pour notre part depuis des lustres, d'opposer à la « *rupture* » sarko-lépéniste la seule rupture radicalement progressiste qui vaille : celle des « *quatre sorties* », au besoin *unilatérales*, de la France du ruineux euro, de la dictatoriale U.E., de la très belliqueuse OTAN avec en perspective, dès le lancement de ce processus dynamique, la rupture avec le système capitaliste et la visée du socialisme pour notre pays.

C'est-à-dire – pour nous démarquer du « *socialisme* » décaféiné du PS hollandais, la *socialisation des grands moyens d'échange et de production et le pouvoir politique du peuple travailleur* articulé à une large alliance anti-monopoliste et anti-oligarchie.

Cette stratégie nouvelle se distinguerait à la fois radicalement de l'« *union de la gauche* » sous pilotage « *solférinien* » et du prétendu FN. Il faut rappeler en effet que, comme l'indique son site officiel, le FN ne veut pas réellement sortir de l'UE : il souhaite une « *sortie concertée de l'euro* » avec les 27 pays de l'UE (ce qui revient à dire qu'il restera dans la zone euro si Mme Le Pen est élue !).

Et surtout, [il conviendrait dès le début d'axer cette sortie de l'euro par la porte à gauche sur les principes fédérateurs du programme du CNR \(Les Jours heureux\)](#) dont nous célébrons le 70ème anniversaire :

- indépendance nationale ET coopération internationale,
- démocratie représentative et participative centrée sur le monde du travail,
- nationalisation des banques et des monopoles capitalistes,
- reconstitution du secteur industriel public servant à réindustrialiser notre pays et à donner du travail aux millions d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs menacés de déclassement ou d'expatriation subie,
- mise hors d'état de nuire des groupes racistes et fascistes,
- reconstitution de la protection sociale, des services publics et d'une Éducation nationale démocratique et de qualité, etc.

Bien entendu, il conviendrait d'actualiser ce programme en le mettant en débat « en bas » et en l'ouvrant aux problématiques de la transition écologique, de l'égalité totale entre les sexes, de l'intégration citoyenne et laïque de tous les habitants de notre pays, de la construction de nouveaux traités internationaux progressistes ouverts à tous les continents qui mettraient fin à la fois à en finir à la sanglante « *Françafrique* » néocoloniale et aux diktats des « *marchés financiers* » commanditaires de l'Axe Berlin-Washington.

Une étape importante pour créer *en bas* le rapport des forces nécessaire à cette rupture progressiste consistera prochainement, tout en participant aux élections municipales (car il faut défendre les communes et les départements contre leur vampirisation par les euro-métropoles !), à appeler au boycott républicain des élections supranationales au « parlement » européen.

Certes le suffrage universel est une conquête précieuse du mouvement ouvrier et démocratique et il convient de le défendre contre les eurocrates qui ont grossièrement bafoué le vote négatif des peuples français et néerlandais à la Constitution supranationale en adoptant le Traité de Lisbonne, qui en est la copie conforme. Mais justement, le scrutin européen ne vise pas à affirmer la souveraineté des peuples, il tend au contraire à leur demander une caution (peu importe ce que voteront les peuples, les politiques sont fixées par la commission de Bruxelles et par la Table ronde des grandes entreprises continentales !) pour araser leur souveraineté. Il n'est que de voir le contenu léonin du Traité de gouvernance qui a anéanti le droit des parlements nationaux à fixer souverainement le budget de leur pays respectif.

Par dizaines de millions, non seulement les Français, mais les peuples du reste de l'UE – en particulier les ouvriers, les employés, les paysans et les petits entrepreneurs, mais aussi sans doute les 18-25 ans – s'appêtent à s'abstenir. Non pour aller à la pêche, mais pour sanctionner et délégitimer cette monstrueuse « *construction* » anti-populaire au service de l'inhumaine mondialisation capitaliste.

Plus tôt les peuples se seront détachés en masse de cette farce électorale [4] qui ne vise pas à solliciter leur avis (qu'une majorité d'eurodéputés émarge au centre droit ou au centre gauche, chacun sait que cela ne changera rien à la ligne de Bruxelles et de la BCE !), plus tôt ils auront désavoué en masse le Parti Maastrichtien Unique continental et ses flancs-gardes de l'extrême droite européenne [5] et plus tôt ils pourront développer la seule Europe qui vaille, celle des luttes sociales CONTRE l'UE, celle des vrais démocrates que n'effraie pas l'avertissement solennellement gravé dans la Constitution française de l'An II : « ... *quand le(s) gouvernement(s) violent les droits du (des) peuple(s), l'insurrection est pour le(s) peuple(s) et pour toute portion du (des) peuple(s) le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Sur le plan national, cette analyse implique que les vrais républicains doivent se regrouper dans leur diversité pour impulser, face aux partis dirigeants de l'euro-système, une campagne franchement républicaine, pour le boycott MILITANT des élections supranationale : abstention citoyenne ! Délégitimons l'UE !

Plus globalement, et quoi que chacun puisse penser à titre personnel de ce boycott citoyen, cela

signifie que les communistes fidèles à Croizat et à Manouchian, que les socialistes jauressiens, que les républicains fidèles à Jean Moulin, que les gaullistes fidèles à l'esprit du 18 juin, que les syndicalistes qui en ont assez de négocier des reculs sociaux, bref tous ceux qui refusent les contrefaçons politiques qui dominent le « marché » électoral depuis trente ans, devraient débattre des moyens de constituer *un nouveau Conseil national de la résistance et de la reconstruction*, ou si l'on préfère, un *Front populaire et patriotique de progrès* unissant la classe laborieuse aux couches moyennes contre les monopoles capitalistes qui, par UE et politiciens interposés, plongent le pays dans un désarroi porteur des pires aventures fascisantes.

À l'échelle nationale, il est urgent de renforcer les forces franchement communistes, franchement progressistes et les gaullistes de gauche qui ont commencé à s'unir sur ces objectifs clairs.

À l'échelle internationale, il est encourageant de constater que nombre de partis communistes, initialement englués dans la toile bruxelloise du Parti de la gauche européenne (PGE) secouent, ou commencent à secouer le joug. Une initiative continentale anti-UE vient d'être mise en place par le PC de Grèce. Le PC portugais, qui défend contre l'UE l'idée d'une « *gauche patriotique et populaire* », a nettement progressé aux municipales récentes. Et un nombre grandissant d'intellectuels de gauche affrontent désormais le terrorisme intellectuel qui interdit aux progressistes de contester l'UE, de l'Allemand O. Lafontaine au Français F. Lordon (France) en passant par l'Anglais Tony Benn.

La question est donc désormais : comment donner forme, en France et sur l'ensemble du continent, à cette contestation *progressiste* de l'UE tout en tenant le cap de la transformation socialiste s'agissant des forces communistes qui doivent investir pleinement ce processus potentiellement révolutionnaire [6] ?

[M. Mélenchon qui se réfère constamment au patriotisme républicain, saura-t-il « sauter le pas » en mettant enfin en cause l'euro ?](#)

Sans cela, son républicanisme ostentatoire n'a aucune chance de « mordre » sérieusement sur la classe ouvrière ! Mais quel que soit le positionnement à venir des états-majors de la « gauche de la gauche », les militants franchement communistes, franchement progressistes et franchement républicains devront avant tout compter sur eux-mêmes pour reconstruire l'alternative sans crainte de subir les foudres des relais français du PGE et des états-majors syndicaux inféodés à la maastrichtienne Confédération européenne des syndicats (CES).

C'est pourquoi [le PRCF](#) appelle avec d'autres à organiser une force communiste unie dans l'action et totalement indépendante – sur le plan politique sinon sur le plan organisationnel – de la direction du PCF-PGE : préparé par trente années d'anticommunisme et d'antisoviétisme obsédants, le déstagement idéologique qui a caractérisé la « *mutation* » eurocommuniste du PCF, a en effet désarmé les travailleurs de France.

N'est-il pas clair en effet (y compris pour les progressistes les plus critiques à l'égard des communistes) que tant que la classe ouvrière disposait d'un PCF marxiste, unissant le drapeau rouge au drapeau tricolore dans la lignée du Front populaire et des FTP, la classe ouvrière avait les moyens de se comporter en sujet politique majeur en influant sur le rapport des forces politiques en France ?

Depuis que ce parti a renié ses fondamentaux pour se muer en force d'appoint du PS, la classe ouvrière est politiquement éclatée et le FN peut s'enraciner en milieu populaire en dévoyant les thématiques désertées du peuple et de la nation.

Si bien que, quelle que soit la nécessité d'un rassemblement majoritaire sur la visée d'un nouveau CNR, son triomphe final sera impossible sans la renaissance d'un vrai parti de classe porteur d'une analyse critique mais non renégate de son double legs patriotique et internationaliste.

Bonnet rouge des euro-régionalistes, rassemblement bleu marine ou bien bonnet phrygien révolutionnaire ? Des conditions idéologiques et symboliques de la contre-offensive populaire

Mais on ne peut briser la tenaille politique formée par l'*UMPS* et l'*UM' Pen* sans contester radicalement le socle *idéologique* qui leur permet de se « *partager le marché* » en opposant systématiquement le patriotisme à l'internationalisme, l'amour de la France à celui de l'Humanité.

Ainsi a-t-on vu le 1er mai 2012 les deux drapeaux historiques de la Révolution française, le tricolore et le rouge [7], s'affronter symboliquement d'une manière ruineuse. Alors que Sarkozy haranguait ses partisans devant une forêt de drapeaux tricolores en développant des thèmes lepénistes et violemment antisyndicaux, pendant qu'au traditionnel défilé syndical le drapeau

tricolore brillait par son absence, le drapeau rouge de la CGT flottant tout seul dans la parfaite ignorance du drapeau national : jamais ce n'était le cas naguère dans les manifs populaires quand la CGT et le PCF défendaient à la fois la solidarité internationale des travailleurs et le *produire en France*.

C'est au contraire quand notre peuple a su unir ses deux drapeaux de lutte et utiliser la symbolique à la fois nationale et « de classe » du bonnet phrygien [8] que notre pays a remporté ses plus belles victoires progressistes du 20ème siècle.

Pour briser la fausse opposition entre les deux drapeaux – qui ouvre un boulevard à la fois à la flamme tricolore néofasciste de l'extrême droite, au drapeau clérical européen et aux omniprésents Union Jack et Stars and stripes, il est urgent d'utiliser l'outillage conceptuel du marxisme qui marie la dialectique, la critique matérialiste et l'approche de classe des idéologies. On comprendra alors que « *le* » patriotisme ne s'oppose nullement « *au* » mondialisme en général.

En réalité, l'euro-mondialisme des milieux d'affaires est parfaitement compatible avec le nationalisme raciste qui, dans toute l'Europe, sert de soupape de sécurité au système : tous deux s'allient sans problèmes pour criminaliser le communisme et les mouvements populaires de libération nationale.

À l'inverse, le patriotisme *populaire* et l'internationalisme *prolétarien* – tout est dans l'adjectif, qui porte la détermination de classe – ont intérêt à s'entendre pour défendre à la fois la souveraineté des nations contre l'impérialisme, la solidarité internationale des travailleurs contre les transnationales et l'aspiration des peuples à coopérer pour échapper à la « *concurrence libre et non faussée* » des traités supranationaux européens, américains et asiatiques.

Il est donc aberrant d'opposer *la Marseillaise* à *l'Internationale*, comme le fait systématiquement l'extrême gauche petite-bourgeoise.

On pourrait croire qu'il s'agit là d'un combat secondaire, de nature purement symbolique et non politique. *Quelle erreur !*

Comme si les combats politiques ne se fixaient pas décisivement, quand ils deviennent l'affaire de marges masses, sur des « *symboles de masse* » qui résument les « *blocs historiques* » et les « *hégémonies culturelles* » (Gramsci) sans lesquels les classes en lutte ne peuvent pas incarner leurs intérêts économiques et leur projet politique dans des « *valeurs* » (réellement ou faussement universelles selon les cas) leur permettant d'intervenir dans le champ politique.

Preuve expérimentale *a contrario* : depuis que la fausse gauche se désintéresse des symboles, depuis qu'elle ringardise ou qu'elle folklorise la symbolique de la Révolution française, le camp du Travail ne cesse de reculer. À l'inverse, la réaction à l'offensive s'empare impudemment des symboles, des figures et de la terminologie progressiste : Marianne, laïcité, Guy Môquet et maintenant, le bonnet rouge des révoltes bretonnes *alors progressistes* contre la monarchie absolue.

Quelle aubaine pour les forces fascisantes habiles depuis toujours à recycler l'aspiration révolutionnaire des peuples au bénéfice des pires mouvements contre-révolutionnaires !

Alors, **réapproprions-nous nos symboles politiques de masse**. Souvenons-nous du mot de Jaurès : *un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, mais beaucoup y ramène*.

Méditons la définition du philosophe communiste G. Politzer, fils d'immigré et patriotes français fusillé par les nazis : *la nation c'est le peuple*.

Cessons d'opposer la défense des travailleurs immigrés à la cause patriotique et *centralement prolétarienne du produire en France*, sans lequel notre classe ouvrière industrielle, cœur du prolétariat français, cèdera vite la place à une masse de déclassés, d'électeurs frontistes aigris ou de proies faciles pour les intégristes !

Cette dialectique du patriotisme républicain et de la solidarité de classe internationale n'est plus désormais une question théorique : elle devient une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier et démocratique de notre pays qui sera écrasé si nous continuons à opposer ce que la Résistance communiste a appris à unir au prix du sang !

Conditions sociales de la contre-offensive

La crise politico-idéologique qu'a révélée la fronde poujadiste dite des bonnets rouges ne laisse pas aux progressistes de France le loisir d'attendre sagement que le vrai parti communiste ait été

reconstitué par les militants, qu'ils soient ou pas membres du PCF-PGE actuel.

Nous ne pouvons davantage attendre qu'un Front *franchement républicain* prenne forme et franchisse le seuil de la visibilité médiatique. Sans cesser de travailler sur la perspective fondamentale décrite ci-dessus, il faut dès maintenant :

a) détacher les forces progressistes de la fausse gauche :

Aucun soutien, fût-il « critique », au gouvernement Ayrault qui démantèle la République, asservit la France à l'OTAN, joue les bouffeur au Proche-Orient, multiplie les mesures antisociales, refuse de nationaliser les grandes entreprises délocalisées par le grand patronat.

- Dans l'immédiat, refusons toute forme de soutien politique aux eurocrates du PS, y compris là où l'organisation présidée par P. Laurent se compromet avec des maires PS à la pointe de [la « métropolisation » de la France, comme Mme Hidalgo à Paris.](#)
- [Contre eux, contre l'UMP revancharde, crions « vive la Commune ! » et, comme le disent les communistes de Vénissieux « ma commune, j'y tiens ! » à l'occasion des prochaines municipales.](#)
- Soutenons les listes franchement républicaines qui s'opposeront clairement et « de gauche » à la social-eurocratie, aux métropoles, aux euro-régionalistes et à l'ensemble des droites, MODEM compris.
- Sur le plan syndical, gardons le cap *du tous ensemble en même temps* pour les salaires, l'emploi, les services publics, la protection sociale, l'Éducation nationale et l'hôpital public.
- N'oublions pas non plus à soutenir *de gauche* les paysans travailleurs et les artisans précarisés en ciblant le grand capital, l'UE et l'oligarchie !
- Tournons-nous vers la jeunesse qui, malgré l'accablant euro- et américano-formatage dont elle est la cible permanente, vient de rappeler à l'arriviste Valls la franche *générosité* d'une majorité de lycéens qui refuse que des flics sans honneur viennent kidnapper « légalement » des gosses dans des bus scolaires. Bravo à ces jeunes qui ont sauvé l'honneur du pays face à la répugnante montée du racisme contre les chômeurs de longue durée – traités d'assistés par aussi pauvres qu'eux ! – et contre les étrangers (du moins quand ceux-ci ne viennent pas des *milieux dirigeants* des Émirats et de la sacro-sainte Europe du nord !).

b) pour commencer à desserrer la mortelle tenaille réactionnaire qui voudrait broyer notre peuple : proposons aux forces (politiques, syndicales, associatives, culturelles...) qui se réclament du mouvement ouvrier et de la République sociale, *une grande manifestation nationale contre l'euro-austérité « hollandaise » et contre le bloc bleu-brun-bleu marine en gestation.*

Georges Gastaud [9]

Si les forces franchement communistes, franchement progressistes et républicaines, si les syndicalistes de lutte ne lancent pas très vite des initiatives visibles, lisibles et unitaires, notre pays risque de subir une des crises les plus destructives, et peut-être, les plus irréversibles, de son histoire séculaire.

C'est l'intérêt du monde du travail, du mouvement démocratique, de la nation républicaine, mais aussi des forces de progrès en Europe et ailleurs, qu'un *sursaut franchement républicain* ait rapidement lieu.

Ou bien les militants franchement communistes et les patriotes franchement républicains, travaillent à l'émergence d'une *révolution rouge et tricolore* préservant les acquis de 1789-1905-36-45, et rouvrant la voie du socialisme dans notre pays (pourquoi pas en ravivant le

symbole de masse du *bonnet phrygien* des Sans Culotte et de la Commune ?) ; ou bien la chute finale vers une ultime *contre-révolution française*, vers le communautarisme triomphant, vers l'aberration des sécessions régionalistes et la honte sanglante du racisme assassin, vers l'accompagnement « français » de la contre-révolution mondiale accusant les aspects les plus fascisants du capitalisme mondialisé.

À chacun de choisir son camp *ici et maintenant* !

[À lire également sur le site web du PRCF - www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr)

[1] Ce bien commun de la nation que devrait enseigner sans problème une Éducation nationale échappant à l'austérité...

[2] Dans le manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire*, le patronat « français » appelle à démanteler l'État-nation en instituant « les États-Unis d'Europe, notre nouvelle patrie », la « reconfiguration des territoires », de nouveaux transferts de souveraineté vers Bruxelles ; le MEDEF européen, *BusinessEurope*, milite carrément pour le basculement au tout-anglais (« langue des affaires et de l'entreprise » aux dires du Baron Seillières) de notre sous-continent.

[3] Dans les pays de l'est européen, les droits politiques des communistes, ceux des russophones (pays baltes), sont gravement lésés sans que l'UE proteste, bien au contraire : le Conseil de l'Europe appuyé par l'UE a même prévu de criminaliser l'URSS à l'égal des nazis comme si les immenses sacrifices de l'Union soviétique (Stalingrad !) n'avaient pas « joué le rôle principal » (dixit de Gaulle) dans la libération de la France et de l'Europe ! Le premier ministre grec vient de proposer que toutes les forces politiques qui rejettent l'UE dans son pays soient interdites. Et tout à l'avenant...

[4] Précisons que nous parlons pour la France. Dans d'autres pays des forces progressistes anti-UE se présentent aux élections européennes. Elles ont leurs raisons, que nous respectons. Mais en France aucune force progressiste anti-UE d'importance ne semble décidée à s'engager dans le scrutin. Pour cette raison conjoncturelle aussi l'abstention citoyenne s'impose.

[5] Qui dit s'opposer à l'UE mais qui en réalité, la cautionne régulièrement en se présentant aux élections supranationales !

[6] La différence entre le CNR des années quarante et le nouveau CNR qu'il faudrait construire est patente : même s'il s'agit dans les deux cas de prendre appui sur les valeurs impérissables qui inspirèrent *Les Jours heureux* (et les grandes réformes progressistes mises en œuvre par les

ministres communistes de la Libération), le premier CNR ne pouvait aller au-delà d'un compromis historique positif, résultant du rapport des forces national et international résultant de la défaite du Reich.

En outre existait encore à l'époque, derrière De Gaulle ou Jean Moulin, diverses forces bourgeoises patriotiques.

À l'arrière-plan, les monopoles capitalistes à base française devaient encore se construire et fusionner à l'échelle nationale et ce fut là la tâche centrale de la Cinquième République. Mais aujourd'hui, les monopoles « français » ont « besoin d'aire », pour parler comme Mme Parisot et ils ne rêvent qu' « États-Unis d'Europe », qu' « euro-régions » et qu' Union transatlantique, bref, ils veulent se tailler un espace vital mondial dans le sillage de Washington et de Berlin.

D'où la liquidation du gaullisme. Ainsi le CAC-40 et la totalité du MEDEF sont-ils unis sur l'idée du dépassement de l'État-nation français. Dans ces conditions, la mise en application d'un programme s'inspirant des grandes valeurs fédératrices du CNR n'aboutirait pas à un compromis historique, fût-il de bon aloi, mais à d'immenses affrontements de classes nationaux et continentaux.

Le monde du travail serait plus que jamais le cœur de l'alliance d'un nouveau CNR.

La question du pouvoir de classe serait rapidement posée par ces affrontements de classes qui, loin de reporter aux calendes grecques la rupture avec le capitalisme, poseraient la question du socialisme pour la France.

Un socialisme d'autant plus fort qu'il prendrait appui sur une large alliance majoritaire centrée sur la classe ouvrière mais faisant leur place aux couches moyennes c'est-à-dire en fait aux couches non monopolistes.

[7] Le drapeau rouge est devenu le drapeau des ouvriers sous la Révolution française quand La Fayette a fait tirer sur les ouvriers en hissant le drapeau rouge de la loi martiale. Les ouvriers de la place de Grève ont récupéré ce drapeau et écrit sur lui « *loi martiale du peuple souverain* ». En réalité, l' « *étendard sanglant* » et le drapeau tricolore ont longtemps eu partie liée contre l'Europe des classes privilégiées.

[8] Qui signifie l'affranchissement des esclaves.

[9] Philosophe, militant du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF). Derniers ouvrages parus : Lettre ouverte aux « bons Français » qui assassinent la France (Temps des cerises, 2005), Sagesse de la révolution/ approche matérialiste du concept de sens, Temps des cerises 2009, Patriotisme et internationalisme, éditions du CISC, 2010.

Initiative Communiste

<http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/que-faire-pour-stopper-la-contre-revolution-francaise-en-marche/>

<http://www.legrandsoir.info/que-faire-pour-stopper-la-contre-revolution-francaise-en-marche.html>